

Objet: Règlement communal  
concernant les cimetières  
et les inhumations.

No. 85

Date de la séance publique: 05.10.1976.

Date de la convocation: 29.09.1976.

Date de l'annonce publique: 29.09.1976.

Présents: MM. Streff-Goeler-Burg  
Mannes-Stemper-Fries-Bicheler-Faber-  
Linckels-Paulus.

Absent: ----

Le Conseil communal,

Vu le decret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités.

Vu le decret des 16 et 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire.

Vu les dispositions de la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation, de l'incinération des dépouilles mortelles.

Vu l'article 36 de la loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts.

Vu les articles 1er et 5 de la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique.

Vu l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres.

Vu la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale, ainsi que la loi du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs.

Vu l'avis favorable du médecin-inspecteur en date du 29 juin 1976.

Après délibération et à l'unanimité des voix :

a r r ê t e :

le règlement communal concernant les cimetières et les inhumations comme suit :

CHAPITRE Ier.

=====

Dispositions générales.

Art. 1er. - Les cimetières situés sur le territoire de la commune de Mervelt sont destinés à l'inhumation :

- a) des personnes décédées dans cette commune.
- b) des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans cette commune, sont décédées hors du territoire de la commune.
- c) des personnes qui ont droit à être inhumées dans une concession.

Art. 2. - Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune cette autorisation est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès.

.../...

Pour les corps venant d'une autre commune, l'autorisation est établie sur le vu du permis de transport délivré par cette commune.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune et dont l'enterrement devra se faire dans une autre commune du pays, un permis de transport sera établi par l'officier de l'état civil sur le vu du certificat médical visé par l'art. 9 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres.

Art. 3.- Dans les 24 heures du décès, la déclaration en sera faite dans les bureaux de l'état civil, conformément aux dispositions des articles 78 à 85 du Code civil. En même temps les déclarants régleront avec l'officier de l'état civil les questions relatives au transport et à l'inhumation du corps.

Art. 4.- Les enterrements devront avoir lieu entre la 36e et la 72e heure après le décès.

Les dépouilles mortelles des personnes devant être enterrées hors du territoire de la commune doivent être enlevées avant la 72e heure.

Passé ce terme de 72 heures, il sera procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal.

Les délais d'inhumation fixés par l'article 27 du Code civil et par le présent règlement pourront être abrogés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les règlements de police.

Le délai d'inhumation pourra être prolongé par le bourgmestre au-delà de 72 heures sur le vu d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur de la circonscription sanitaire et constatant que des motifs de salubrité ne s'y opposent pas.

## CHAPITRE II . =====

### Des Concessions .

Art. 5.- Des concessions de terrain peuvent être accordées aux cimetières de Merttert et Wasserbillig. Toute sépulture dépassant 2 m<sup>2</sup> doit être pourvue d'une concession.

Art. 6.- Une concession peut être accordée pour l'inhumation des personnes dont le dernier domicile se trouvait sur le territoire de la commune, alors même qu'elles seraient décédées en dehors dudit territoire.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins déterminera l'emplacement de chaque concession.

Art. 7.- L'administration communale ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'état du sous-sol des surfaces concédées.

Art. 8.- Les concessions sont accordées par le Conseil communal, sur proposition du Collège échevinal, pour la fondation des sépultures privées.

Ces concessions n'attribuent pas de droit réel de propriété aux concessionnaires, mais établissent simplement à leur profit et à celui de leur famille un droit de jouissance avec affectation spéciale. Les concessionnaires ou leurs ayant cause ne pourront détourner le terrain concédé de son affectation, le donner en bail ou l'aliéner.

Art. 9.- Il y a deux sortes de concessions :

- a) les concessions temporaires d'une durée de 15 ans,
- b) les concessions temporaires d'une durée de 30 ans,

Les concessions temporaires sont renouvelables.  
Ce renouvellement est fait avec l'accord du Conseil communal et au prix de la taxe en vigueur au moment du renouvellement.

Art. 10.- Un règlement-taxe à prendre par délibération séparée fixera le montant des redevances dues, comprenant la taxe communale de concession.

Art. 11.- Après un délai de cinq ans, l'administration communale peut disposer de toute sépulture non-concessionnée.

Art. 12.- Peuvent être inhumés dans une concession :

- a) le concessionnaire et son conjoint.
- b) ses descendants et ascendants avec leurs conjoints respectifs ainsi que ses enfants adoptifs avec leurs conjoints.
- c) avec l'accord du concessionnaire, les personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affection ou de reconnaissance.

Art. 13.- A l'expiration d'une concession temporaire, le bénéficiaire pourra en obtenir une nouvelle à la condition de faire connaître son intention dans l'année qui suit l'expiration. Dans le cas où le renouvellement n'aura pas lieu dans ce délai, et après dû avertissement qui se fera par lettre personnelle recommandée à la poste, l'administration communale se réserve expressément le droit de disposer des terrains concédés. Le dit avertissement pourra se faire soit par lettre, soit par voie d'affichage annoncé par la presse.

Art. 14.- Lorsque pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert d'un cimetière, le terrain concédé ne pourra pas conserver sa destination, le concessionnaire n'aura droit qu'à un terrain de même étendue dans un autre endroit du même cimetière ou dans le nouveau cimetière. Dans ce cas, l'administration communale prendra à sa charge intégralement les frais d'exhumation et de réinhumation.

Art. 15.- Lorsqu'il a été constaté qu'un concessionnaire a acquis une concession à la suite de fausses déclarations, cette concession sera annulée d'office dans les registres de la commune.

Art. 16.- Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertira les intéressés qu'ils auront à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement.

A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai, et sauf prorogation par le Collège Echevinal, la commune devient propriétaire de ces monuments.

L'avertissement en question à l'alinéa 1er du présent article doit être fait dans les formes prévues à l'article 13 du présent règlement.

Les constructions souterraines ne pourront être démolies ni enlevées par les particuliers.

Art. 17.- Seul le titulaire d'une concession peut faire construire un caveau ou faire ériger un monument ou une bordure sur sa tombe.

Le fait qu'une personne autre que le titulaire y aurait fait construire un caveau ou ériger un monument, ne fait naître aucun droit dans ce chef.

**Art. 18.-** Le concessionnaire est tenu de conserver au terrain concédé son affectation et de le maintenir en bon état d'entretien. Si le concessionnaire ne remplit pas ces conditions, l'annulation du contrat de concession pourra être demandée en justice.

**Art. 19.-** Lorsque les tombes concédées se trouvent en état d'abandon faute de ne pas avoir été entretenues pendant une période de trois ans, la commune en fera dresser procès-verbal. Ce procès-verbal sera notifié par lettre individuelle au concessionnaire ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal sera publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Si dans les trois mois de la notification ou de la publication, aucune contestation n'est élevée contre le procès-verbal, l'administration communale peut disposer à nouveau du terrain concédé.

Toutefois elle n'utilisera de ce droit que cinq ans après la dernière inhumation en cas de concession temporaire.

**Art. 20.-** Toutes les concessions sont inscrites sur un registre spécial. En cas de transfert d'une concession, une transcription peut se faire pour toutes les concessions trentenaires.

**Art. 21.-** En cas d'ouverture d'une succession, la concession du de cujus ne pourra être transcrite au nom de l'héritier qu'à la condition que celui-ci prouve, par la production d'un acte de notoriété, être le seul ayant droit, dans l'hypothèse d'une pluralité d'ayant droit, que ceux-ci consentent expressément et par écrit à cette transcription.

En cas de succession testamentaire, la concession pourra être transcrite au nom du légataire universel ou à titre universel au cas où il n'existe plus de parents pouvant prétendre à un droit sur la concession familiale.

### CHAPITRE III =====

#### Des obituaires (dépôts mortuaires).

**Art. 22.** L'admission des corps dans les obituaires doit être autorisée par le bourgmestre. Cette autorisation peut être refusée ou subordonnée à l'observation de certaines conditions, si le décès a eu lieu à la suite d'une maladie transmissible et après avoir entendu le médecin-inspecteur dans son avis. L'autorisation est à remettre au préposé des cimetières avant l'introduction du corps.

**Art. 23.-** Le dépôt d'un corps à l'obitoire est obligatoire dans le cas où la disposition et la configuration des lieux de la maison mortuaire ne permettent pas d'y laisser le corps sans inconvénient grave ou sur avis du médecin.

**Art. 24.-** Il est interdit de garder un corps dans la maison mortuaire si la décomposition est déjà avancée ou si le décès a eu lieu par suite d'une maladie contagieuse. Dans ce cas les corps seront déposés dans une chambre d'isolement de l'obitoire et l'inhumation aura lieu conformément aux prescriptions du médecin-inspecteur.

Art. 25.- En cas de nécessité, l'entrée au public dans les obitoires peut être défendue par le bourgmestre.

Art. 26.- L'exécution de décoration spéciale ne peut avoir lieu qu'après autorisation du bourgmestre.

Art. 27.- Les taxes pour l'utilisation des obitoires sont fixées par le règlement-taxé.

#### CHAPITRE IV.

=====

#### Des inhumations.

Art. 28.- Les personnes décédées hors du territoire de la commune et qui n'avaient pas leur domicile ni leur résidence dans la commune, ne pourront être inhumées dans un cimetière de la commune à la condition d'y être bénéficiaires d'une concession.

Art. 29.- Les cercueils doivent être de construction solide et garantir une étanchéité parfaite.

Les dimensions maxima sont fixées comme suit :

- longueur : 2 mètres
- largeur : 0,80 mètres
- hauteur : 0,65 mètres.

Le fond du cercueil doit être recouvert d'une couche de sciure de bois ou de tourbe réduite en poudre. Cette couche aura une épaisseur de 0,05 m.

A l'intérieur des cercueils les corps ne peuvent être contenus dans aucune enveloppe en matière plastique ou autre qui serait de nature à ralentir le processus de la décomposition. L'inhumation des cercueils métalliques ne pourra avoir lieu que dans des caveaux.

Lors de l'ouverture de la tombe, les débris de vieux cercueils seront détruits par les soins de la commune.

Art. 30.- Les tombes ne pourront être ouvertes que par le fossoyeur communal. Les inhumations ne pourront avoir lieu après 17 heures pendant la belle saison et après 16 heures pendant la mauvaise saison.

Art. 31.- Les fosses ne peuvent être creusées que dans les terrains où depuis cinq ans au moins il n'y a pas eu d'inhumation. Elles auront au moins 1,50 mètres de profondeur et 2 mètres de longueur sur 0,80 mètre de largeur pour les personnes âgées de deux ans et plus.

Pour les enfants en-dessous de cet âge il suffira que les tombes aient une profondeur de 1,20 mètres, une longueur de 1 mètre et une largeur de 0,50 mètre. Chaque fosse ne peut recevoir qu'un seul cercueil. Les corps seront enterrés, sans distinction, d'après l'ordre dans lequel ils seront présentés; cette règle ne concerne cependant pas les inhumations dans les tombes concessionnées.

Art. 32.- Les caveaux peuvent avoir autant d'étages que la nature du sous-sol le permet. Les dimensions intérieures des compartiments seront de 2,10 mètres de longueur, 0,90 mètre de largeur et de hauteur.

Les murs extérieurs des caveaux sont à exécuter en briques et auront une épaisseur de 0,25 mètre, tandis que les parois intérieures ne peuvent avoir que 0,12 mètre d'épaisseur. Les étages sont séparés horizontalement par des dalles en béton armé de 0,88 x 0,30 x 0,05 mètres. En haut les caveaux sont fermés par des dalles en béton armé de 1,10 x 0,40 x 0,08 m. Les caveaux ne peuvent dépasser en aucun point le niveau du sol. Un délai de cinq ans est à observer entre les inhumations dans un même compartiment.

Art. 33.- Les tombes sont distantes les unes des autres de 0,30 mètre au moins.

Art. 34.- Tous les cercueils doivent être descendus dans les fosses et caveaux. L'ouverture des chemins et allées, effectuée afin d'introduire les cercueils horizontalement, est défendue.

Art. 35.- Les taxes d'inhumation sont fixées par règlement-taxé.

## CHAPITRE V

\*\*\*\*\*

### De l'inhumation des embryons et parties de corps.

Art. 36.- Avec l'accord de l'autorité communale, les embryons n'ayant pas atteint six mois de vie intra-utérine, peuvent être ensevelis sans déclaration préalable à l'officier de l'état civil. Les embryons doivent être contenus dans des cercueils ou des caisses en bois étanches et d'apparence décente.

La date et l'endroit de l'enterrement ainsi que le nom de la personne qui a demandé l'ensevelissement seront inscrits sur un registre spécial.

Les membres amputés peuvent également être enterrés au cimetière de la commune avec l'accord et suivant les instructions de l'autorité communale, à condition d'être contenus dans des boîtes de bois étanches.

Art. 37.- Les taxes auxquelles l'inhumation d'embryons ou de parties de corps sera sujette seront fixées par règlement-taxé.

## CHAPITRE VI

\*\*\*\*\*

### Des exhumations .

Art. 38.- Les exhumations, à moins d'être ordonnées par mesure judiciaire ou administrative, ne pourront se faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale du bourgmestre, après avoir entendu le médecin-inspecteur en son avis conformément aux articles 11 et 12 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres, et l'article 1er de la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale.

Art. 39.- Le transport d'un cimetière à un autre de restes mortels exhumés est subordonné à la production du permis prévu par l'article 12 de l'arrêté grand-ducal précité du 14 février 1913.

Art. 40.- L'administration communale fixera le jour et l'heure de l'exhumation et prescrira les mesures qu'exigeront la décence et la salubrité publique.  
Si au moment de l'exhumation le cercueil est en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert. Si le cercueil est détérioré, la dépouille mortelle est placée, suivant son état de décomposition, dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements.

Art. 41.- Les taxes d'exhumation sont fixées par le règlement-taxe.

## CHAPITRE VII

=====

### Des fossoyeurs.

Art. 42.- Le service des enterrements se fait dans chaque cimetière par un fossoyeur au service de la commune.  
Les fossoyeurs doivent recevoir les cortèges funèbres à la porte du cimetière. Pendant l'enterrement ils sont obligés de porter l'uniforme prescrit par le Collège echevinal.

Art. 43.- Les fossoyeurs sont placés sous les ordres de l'autorité communale.

Les personnes chargées des travaux de surveillance et d'entretien des cimetières tiendront un registre dans lequel ils inscriront toutes les inhumations et exhumations en indiquant les nom, prénoms et âge du défunt, ainsi que la situation précise de la tombe.

Art. 44.- Les fossoyeurs sont chargés d'ouvrir les tombes en temps utile pour permettre les inhumations et exhumations.  
La fermeture devra s'effectuer immédiatement après la descente du cercueil. Il est toutefois interdit de combler les fosses ouvertes avant le départ de l'assistance.

Ils prendront tous les soins pour que la descente des cercueils se fasse avec décence et ils veilleront à ce que les tombes voisines, les constructions et plantations ne soient pas endommagées. Ils porteront immédiatement à la connaissance de l'autorité communale tous les dégâts constatés.

Art. 45.- L'administration communale est tenue d'entretenir en état de propreté les cimetières et leurs abords et dépendances, de sarcler et de nettoyer les allées principales et latérales, ainsi que les chemins entre les tombes.

Art. 46.- Il est interdit aux fossoyeurs de se livrer aux cimetières à des activités non prévues par le présent chapitre du règlement, sauf autorisation communale.

## CHAPITRE VIII

=====

### Des mesures de police générale.

Art. 47.- Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières sont fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art. 48.- Il est interdit d'escalader ou de franchir les murs ou autres clôtures des cimetières ou des sépultures.

Art. 49.- L'entrée des cimetières est interdite à toute personne en état d'ivresse, aux enfants en-dessous de 12 ans non accompagnés d'adultes ainsi qu'aux personnes accompagnées de chiens ou d'autres animaux domestiques. L'accès des cimetières est également interdit aux personnes conduisant un vélo ou tout autre véhicule privé, sauf autorisation spéciale.

Art. 50.- Les personnes visitant les cimetières doivent s'y conduire décemment. Il leur est interdit de monter sur les tombes, de fouler les terrains destinés aux sépultures, de déposer des déchets aux endroits autres que ceux aménagés à cette fin, d'y colporter, étaler ou vendre des objets quelconques, de s'y livrer à aucun jeu et, en général, d'y commettre aucune action contraire à la décence et au respect dû aux morts.

Art. 51.- Il est défendu d'endommager les chemins et allées, les monuments, les emblèmes funéraires, grillages et ornements, ainsi que les arbres et plantations.

Art. 52.- La commune n'est pas responsable des vols commis au préjudice des particuliers. Ceux-ci éviteront de déposer sur les tombes aucun objet qui puisse tenter la cupidité.

#### CHAPITRE IX =====

Des mesures d'ordre concernant les monumets , pierres,  
ou signes funéraires, inscriptions et plantations.

Art. 53.- Toute personne a le droit de placer sur la tombe de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture.

Art. 54.- L'aménagement et les dimensions des pierres tumulaires, la configuration et l'importance des bâtisses en pierres assemblées, telles que chapelles ou monuments, doivent être conformes aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'ordre public.

Le Conseil communal a le droit de prescrire les mesures de détail concernant l'observation de cette disposition en dehors des mesures prévues à l'alinéa 2 de l'article 14 de la loi du 1er août 1972 sur l'inhumation et l'incinération des dépouilles mortelles.

Art. 55.- Les monuments funéraires et les plantations ne doivent en aucun point dépasser les dimensions des terrains concédés ou des tombes. Les pierres sépulcrales ne doivent en aucun cas dépasser la hauteur de 1,30 mètres.

Art. 56.- La pose de dalles et de marches empiétant sur les allées et chemins est interdite.

Art. 57.- La pose et la réparation des pierres et monuments seront effectuées par le soin des personnes intéressées, l'autorité communale dûment informée au moins 7 jours à l'avance.

Art. 58.- Les concessionnaires sont obligés d'entretenir leurs tombes et monuments dans un état convenable et digne du lieu.

Art. 59.- Le procès-verbal du préposé de l'administration communale constatant qu'une pierre tumulaire ou tout autre monument menace ruine ou est complètement dégradé, sera notifié par

.../...

lettre individuelle au concessionnaire, ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal sera publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Ce procès-verbal contiendra la sommation de réparer ou d'enlever ces pierres ou monuments dans le délai de 3 mois.

Faute par les intéressés de se conformer à cet avertissement, de même qu'en cas d'urgence, il sera procédé d'office, sur l'ordre du bourgmestre, à la démolition et à l'enlèvement des objets détériorés aux frais du concessionnaire.

Art. 60.- Après l'expiration de la cinquième année qui suivra l'inhumation dans une tombe non concédée et après l'expiration de la concession temporaire, les signes funéraires et les plantations placés sur lesdites tombes doivent être enlevés dans un délai d'une année à partir de la notification de l'avertissement par la commune, qui se fera par lettre personnelle recommandée à la poste.

Faute par les intéressés de se conformer aux dispositions qui précèdent, l'administration communale fera enlever les signes funéraires en question dans un délai de 3 mois.

Art. 61.- Les monuments funéraires peuvent porter les inscriptions suivantes :

Nom, prénoms, profession, date de naissance et de décès.

Une exécution à neuf ou une modification de ces inscriptions sur les monuments funéraires ne peuvent se faire sans une autorisation du bourgmestre.

Art. 62.- Toutes les plantations doivent être faites dans les limites de l'emplacement affecté aux sépultures. En aucun cas, elles ne pourront empiéter sur les tombes voisines et les chemins, par suite de la croissance des arbustes. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance ou le passage. Celles qui seront reconnues nuisibles ou mal entretenues, seront élaguées ou abattues d'office par l'administration communale après avertissement préalable des propriétaires intéressés.

Des plantations à haute tige sur les tombes sont interdites.

## CHAPITRE X .

=====

### Des travaux .

Art. 63.- L'entrepreneur qui effectue un travail quelconque soit à un monument funéraire, soit pour la construction d'un caveau, devra, avant de commencer les travaux, en faire la déclaration auprès de l'administration communale qui doit être également informée de la fin des travaux.

Art. 64.- Les pierres tumulaires et les matériaux servant aux constructions seront apprêtées en dehors du cimetière. Toutefois l'administration communale peut aménager des emplacements spéciaux servant à l'entreposage et à la préparation des matériaux de construction.

Les matériaux non employés seront immédiatement enlevés par ceux qui ont fait les constructions ou, à leurs frais, par les soins de l'administration communale. Les terres provenant des fouilles seront enlevées immédiatement.

.../...

Après chaque journée de travail, l'entrepreneur devra nettoyer les alentours de la concession. Il veillera à ne pas endommager ni salir les sépultures voisines et les allées du cimetière.

## CHAPITRE XI

=====

### Des décorations florales .

Art. 65.- L'administration communale peut faire enlever au courant de l'année toutes les décorations florales fanées qui donnent au cimetière un aspect négligé et indigne des lieux.

## CHAPITRE XII

=====

### Du transport des corps, des convois funèbres et des porteurs .

Art. 66.- Le transport des corps, dans la commune, se fait en auto-corbillard.

Art. 67.- L'auto-corbillard doit être présent devant la maison mortuaire au moins un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'enterrement.

Art. 68.- Dans les cas spéciaux, le bourgmestre pourra autoriser des cortèges.

## CHAPITRE XIII

=====

### Des pénalités.

Art. 69.- Sans préjudice des peines prévues par la loi du 1<sup>er</sup> août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des défunts, les contraventions aux prescriptions du présent règlement seront punies d'emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 250 à 2.500 francs, ou d'une de ces peines seulement.

## CHAPITRE XIV

=====

### Mesures transitoires

Art. 70.- Les concessions perpétuelles, accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII restent valables sans redevance nouvelle.

Toutefois une ou plusieurs personnes intéressées au maintien de ces concessions devront faire tous les trente ans à l'administration communale de Mervelt une déclaration par laquelle elles manifestent leur volonté de conserver leurs droits. Cette déclaration doit être faite dans un délai d'une année prenant cours :

- a) à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 1972 pour toutes les concessions octroyées plus de trente ans avant cette date.
- b) à l'expiration de la trentième année de l'octroi des concessions dans tous les autres cas.

Lorsque la déclaration conservatoire n'a pas été faite dans le prédit délai, l'administration communale avertira les intéressés que, faute par eux d'y procéder dans un délai supplémentaire de six mois à partir de la notification de l'avertissement, ils seront considérés comme ayant renoncé à leurs droits.

La notification de l'avertissement se fait par lettre individuelle recommandée à la poste.

Au cas où une ou plusieurs personnes intéressées au maintien d'une concession sont inconnues ou que leur résidence n'est pas connue, la notification de l'avertissement à leur égard se fait par voie d'affichage annoncée dans la presse.

## CHAPITRE XV . =====

### Dispositions finales .

Art. 71.- Les règlements antérieurement établis concernant les cimetières de la commune de Mertert sont abrogés.

+ + + + + + + + + + +  
+ + + + + + + + + + +  
+ + + + + + + + + + +

Ainsi délibéré à Wasserbillig, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour extrait conforme :

Le Bourgmestre :

### Certificat de publication .

Le soussigné Roger Streff, Bourgmestre de la commune de Mertert, certifie que le présent règlement a été publié et affiché conformément aux prescriptions légales.

Wasserbillig, le 27 octobre 1976.

Le Bourgmestre :